

les troupes ont commencé à se concentrer tout autour des frontières d'Israël et dans ce territoire même.

A mon sens, la grande tragédie mondiale tient à ce que les Nations Unies n'ont pas réussi à en arriver à des conclusions fructueuses ces deux dernières semaines, alors qu'il était encore possible d'éviter un déclenchement réel des hostilités. Au lieu d'agir positivement, avec le sentiment de l'urgence de la menace qui pesait sur la paix du monde, le Conseil de sécurité s'est laissé enliser dans des débats interminables. La guerre au Moyen-Orient est une tragédie indescriptible. Il est également tragique que l'influence des Nations Unies soit devenue si négligeable par suite de l'échec du Conseil de sécurité dans la crise actuelle.

L'heure est triste pour l'organisation internationale et pour le monde. Selon nous, cependant, ce fait même doit renforcer la détermination de tous les membres de l'organisation internationale de faire tout ce qui est humainement possible pour rétablir l'influence et la valeur des Nations Unies, car cette organisation demeure l'unique forum international où l'on puisse discuter et agir pour éviter les désastres à l'avenir.

Je répète ce que j'ai dit à la Chambre il y aura une quinzaine demain. Un des problèmes fondamentaux de la crise au Moyen-Orient ayant entraîné la guerre actuelle a été le refus des États arabes de reconnaître à Israël le droit d'exister. Je souligne aussi, et j'en ai la conviction personnelle, que lorsque les Nations Unies ont solennellement établi l'État d'Israël à l'automne de 1947, cette action qui avait l'entier appui de l'Union soviétique et de toutes les grandes puissances de l'époque, portait en soi une obligation morale autant que juridique de chercher une solution au problème politique qui se posait au Moyen-Orient. Cela n'a pas été fait. En fait, même depuis dix ans, depuis l'établissement de la force d'urgence des Nations Unies, nulle mesure, que je sache, n'a été prise à la suite des combats, en vue de poursuivre énergiquement une solution politique, malgré les avertissements que notre premier ministre actuel et d'autres ont donné au cours du débat aux Nations Unies en 1957.

Je mentionne ces faits brièvement, car même si l'on parvenait à un cessez-le-feu dans le conflit actuel, la paix continuerait d'être gravement menacée si nous ne retenons pas les leçons du passé pour maintenir la trêve avec la détermination absolue d'établir des assises permanentes de paix dans cette région.

Je tiens à dire au premier ministre que mes collègues et moi-même approuvons entièrement la politique qu'il vient d'exposer quant à la tâche immédiate du Conseil de sécurité.

Celui-ci doit rechercher le cessez-le-feu et adopter une résolution à cette fin. Il est évident, à nos yeux, que pour être tant soit peu efficace, la résolution ne doit qualifier aucun pays d'agresseur: le contraire serait aussi impossible qu'indésirable, par suite des renseignements incomplets dont dispose le Conseil de sécurité.

Il est également évident, et je me permets de le souligner, que la solution, à supposer qu'elle existe, est entre les mains des quatre grandes puissances, les quatre membres permanents du Conseil de sécurité nommés par le premier ministre.

Si aucun progrès ne semble possible au Conseil de sécurité, il nous paraît qu'une réunion au sommet des quatre puissances, ou une autre du même genre, soit essentielle. J'ai bon espoir, et si j'en juge par ses propos, le premier ministre, partage ce sentiment, que le Canada et toutes les autres puissances plus petites devraient encourager les grandes à participer à une telle réunion. Il est clair aussi, et qu'il me soit permis également d'insister sur ce point, que les initiatives au Conseil de sécurité et, s'il le faut, à la réunion des quatre puissances, devraient être prises immédiatement.

Le très honorable premier ministre a souvent dit, en sachant quelque chose, qu'une crise rend souvent possibles des solutions qui n'auraient pas vu le jour autrement. De tout mon cœur, je souhaite que les événements actuels lui donnent raison, et partant, il pourra en vérité être très opportun que les quatre grandes puissances, en se réunissant, examinent non seulement la conflagration au Moyen-Orient, mais aussi les autres menaces à la paix dans le monde, par exemple, la guerre au Vietnam.

Depuis déjà trop longtemps l'humanité est à deux doigts d'un désastre mondial. Si les grandes puissances désirent vraiment et honnêtement jeter les fondements d'une paix véritable, nous les exhortons à profiter de cette malheureuse situation au Moyen-Orient pour mettre fin à leurs manœuvres qui ont rendu les Nations Unies impuissantes et pour chercher une solution aux nombreux conflits imminents.

Je tiens à souligner, en terminant, qu'il ne faut pas toutefois que cet objectif plus lointain nous empêche de tenter immédiatement de faire cesser le feu au Moyen-Orient. Il faudrait, et j'insiste aussi sur ce point, voir ensuite au retrait de toutes les forces engagées dans le présent conflit par l'établissement d'une surveillance appropriée des Nations Unies en vue de prévenir toute autre agression et à prendre d'énergiques mesures visant à trouver une solution permanente dans cette région.